



EXTRAIT DE PÉTITION

(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 10 118 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE, depuis quelques années, plusieurs travailleurs et ex-travailleurs ont dû faire face à la fermeture ou la mise en faillite de leur entreprise;

CONSIDÉRANT QUE dans des cas de plus en plus nombreux (White Birch, Sears, Groupe Capitales Médias, etc.), les retraités et les travailleurs actifs ont été confrontés à des déficits de solvabilité de leurs régimes de retraite;

CONSIDÉRANT QUE ces situations ont donné lieu à des coupures dramatiques des prestations de retraite de ces travailleurs (près de 45 % par exemple pour les retraités de White Birch et près de 30 % pour les employés actifs et les retraités des journaux du Groupe Capitales Médias);

CONSIDÉRANT QUE la législation québécoise actuelle permet aux entreprises de ne pas assumer ces déficits de solvabilité en ne cotisant pas suffisamment aux régimes de retraite;

CONSIDÉRANT QUE la Fédération canadienne des retraités estime à plus de 15 000 le nombre de retraités qui en font les frais depuis 2009;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- De revoir la législation sur l'administration des régimes de retraite pour empêcher la répétition de tels drames;
- De mettre en œuvre tous les moyens possibles pour atténuer, sinon éliminer les effets de tels événements;
- De mettre sur pied un programme d'assurances, à la charge des entreprises, pour compenser d'éventuelles coupures dans les prestations de retraite, similaire à ce qui se fait en Ontario.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Vincent Marissal, député de Rosemont

25 mai 2020

Date de signature de l'extrait



EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 10 118 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

WHEREAS, for the past few years, many workers and ex-workers have had to deal with the closure or bankruptcy of their businesses;

WHEREAS, in more and more cases (White Birch, Sears, Groupe Capitales Médias, etc.), retirees and active workers have faced solvency deficits in their pension plans;

WHEREAS, these situations have resulted in dramatic cuts in the retirement benefits of these workers (nearly 45% for white Birch retirees and nearly 30% for active employees and retirees of Groupe Capitales Médias newspapers);

WHEREAS, Quebec legislation allows companies to avoid these solvency deficits by not contributing enough to pension plans;

WHEREAS the Canadian Federation of Pensioners estimates that more than 15,000 retirees have been paying the price since 2009;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

We, the undersigned, ask the government of Québec:

- To review the legislation on the administration of pension plans to prevent the recurrence of such tragedies;
- To implement all possible means to mitigate, if not eliminate the effects of such events;
- To set up an insurance program, at the expense of businesses, to compensate for possible cuts in pension benefits, similar to what is done in Ontario.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Vincent Marissal, député de Rosemont

25 mai 2020

Date de signature de l'extrait